

Alimenter le sous-développement en Colombie

Pauvreté, droits de la personne et rôle du Canada
dans le secteur de l'huile de palme africaine



Rapport préparé par Garry
Leech pour Inter Pares

Octobre 2009



Alimenter le sous-développement en Colombie

Pauvreté, droits de la personne et rôle du Canada
dans le secteur de l'huile de palme africaine

Rapport préparé par Garry Leech pour Inter Pares

Octobre 2009

Partout dans le monde, Inter Pares collabore avec des organismes voués au changement social qui partagent sa conviction que la pauvreté et l'injustice découlent des inégalités structurelles au sein des pays et entre eux, et qui travaillent en vue de promouvoir chez eux la justice économique et sociale. Inter Pares est établi à Ottawa, au Canada.

Garry Leech est journaliste indépendant et rédacteur en chef du *Colombia Journal*. Il est l'auteur de *Beyond Bogotá: Diary of a Drug War Journalist in Colombia* (Beacon Press, décembre 2008); *Crude Interventions: The United States, Oil and the New World (Dis)Order* (Zed Books, 2006); et *Killing Peace: Colombia's Conflict and the Failure of US Intervention* (Inota, 2002). Il a aussi écrit conjointement avec Aviva Chomsky et Steve Striffler *The People Behind Colombian Coal: Mining, Multinationals and Human Rights* (Pisando Callos, 2007).

Photos en couverture de Garry Leech : Palmiers à huile africains touchés par la pourriture dans le Nariño (haut de page) et petit producteur qui transporte sa récolte (bas de page).

Table des matières

Sommaire.....	1
Introduction.....	2
Survol de la production d'huile de palme africaine en Colombie	2
Étude de cas : La zone Ouest – Nariño	5
Un context de violence	5
Les petits producteurs.....	6
Le fléau de la pourriture sèche.....	8
Expansion du secteur du palmier à huile	9
Conclusion	10
Recommandations.....	11
Notes	12

Sommaire

En mai 2008, la Chambre des communes a adopté un projet de loi stipulant que le combustible consommé au Canada devait avoir une teneur minimum en agrocombustible (ou *biocombustible*) d'ici 2012. Moins de deux semaines plus tard, le gouvernement Harper annonçait la conclusion des négociations sur l'accord bilatéral de libre-échange avec la Colombie et les deux pays étaient prêts à signer un pacte. En un peu plus d'une semaine, le gouvernement canadien avait jeté les bases d'une transformation radicale du commerce entre les deux pays, qui aura sans doute de très dures conséquences pour les communautés rurales en Colombie – sur le plan socio-économique, culturel, environnemental et celui des droits de la personne. Ce rapport étudie l'impact sur les communautés rurales afrocolombiennes de l'expansion de la production du palmier à huile africain – sur le plan socio-économique, culturel, environnemental et celui des droits de la personne – et analyse le rôle actuel et futur du Canada.

On ne s'en étonne pas, la production de cultures vivrières qui peuvent servir d'agrocombustible – canne à sucre, maïs, soja et palmier à huile africain – a augmenté de façon spectaculaire dans le Sud mondialisé depuis quelques années afin de répondre à la nouvelle demande énergétique des pays du Nord. L'huile de palme africaine entre aussi dans la fabrication d'une gamme de produits : savons et cosmétiques, additifs alimentaires, produits chimiques industriels et peintures. La culture du palmier à huile africain en Colombie depuis quelques décennies est directement liée à la violence perpétrée par les groupes paramilitaires de droite à l'endroit des communautés afrocolombiennes. Dans plusieurs régions, cette violence visait à chasser les Afrocolombiens de leurs terres pour permettre aux grandes sociétés d'étendre leurs plantations de palmier. Ailleurs, l'État a vu à ce que les Afrocolombiens aient droit à des prêts pour la culture du palmier à huile, mais pas pour les cultures vivrières. Bien des paysans ont donc été plus ou moins forcés de cultiver le palmier puisque c'était la seule culture commerciale viable. Après avoir cultivé le palmier à huile pendant des décennies, les communautés afrocolombiennes vivent toujours dans l'insécurité économique et la misère. Elles se sont aussi engagées dans une lutte désespérée pour préserver leur culture et leur souveraineté alimentaire, et défendre l'écosystème naturel dont elles sont tributaires.

En 2007, le Canada a importé près de 30 millions \$ d'huile de palme de la Colombie et de quatre autres pays – une hausse spectaculaire de 150 % en deux ans. L'accord de libre-échange du Canada ne fera qu'accentuer l'expansion de la production du palmier à huile en Colombie, tant directement qu'indirectement. Dans la mesure où l'Accord de Libre Échange (ALÉ) facilite le commerce agricole, il aura pour effet d'accroître l'importation d'huile de palme brute et transformée, et le Canada sera ainsi de plus en plus complice du carnage associé à la stratégie du président Uribe d'étendre la production d'huile de palme. Au nom du libre-échange et de l'énergie *propre*, un nombre croissant d'Afrocolombiens verront sans doute leur vie menacée, leurs terres usurpées et leur sécurité alimentaire encore plus réduite pour répondre aux besoins de la population canadienne.

Ce rapport émet une série de recommandations ayant pour but d'assurer que la politique étrangère du Canada envers la Colombie en ce qui a trait à l'huile de palme – en tant qu'agrocombustible ou pour sa myriade d'autres applications – soit fondée sur le respect des droits de la personne et de l'intégrité culturelle, ainsi que la viabilité de l'alimentation et de l'environnement.

Introduction

En mai 2008, la Chambre des communes a adopté un projet de loi stipulant que le combustible consommé au Canada devait avoir une teneur minimum en agrocombustible (ou *biocombustible*) d'ici 2012. Moins de deux semaines plus tard, le gouvernement Harper annonçait la conclusion des négociations sur l'accord bilatéral de libre-échange avec la Colombie et les deux pays étaient prêts à signer un pacte. En un peu plus d'une semaine, le gouvernement canadien avait jeté les bases d'une transformation radicale du commerce entre les deux pays, qui aura sans doute de très dures conséquences pour les communautés rurales en Colombie – sur le plan socio-économique, culturel, environnemental et celui des droits de la personne.

À l'ère de la mondialisation néolibérale, le meilleur exemple des liens complexes qui unissent le Nord et le Sud est sans doute l'interrelation entre cinq enjeux : réchauffement planétaire, pétrole, alimentation, pauvreté et droits de la personne. La hausse de la consommation canadienne d'agrocombustibles et leur importation plus facile en vertu de l'accord de libre-échange bilatéral avec la Colombie auront de profondes répercussions sur l'ensemble de ces enjeux. En adoptant une loi stipulant que l'essence doit contenir au moins 5 % d'éthanol d'ici 2010 et le diesel et le mazout, au moins 2 % de combustible renouvelable d'ici 2012, le Canada suit les traces de l'Union européenne et des États-Unis qui tentent d'éloigner le spectre du réchauffement planétaire.¹

Au cours du dernier siècle, les pays riches du Nord mondialisé n'exploitèrent pas seulement leurs propres réserves pétrolières, ils tentèrent aussi d'acquérir et de conserver l'accès au pétrole dans les pays du Sud mondialisé qui possèdent cette ressource en abondance. L'exploitation de ces réserves pétrolières mena souvent à des violations des droits de la personne dans les communautés habitant les zones riches en pétrole. Il fallut la menace imminente du réchauffement planétaire pour que les États du Nord remettent en question leur dépendance au

pétrole. On proposa alors d'adopter des lois exigeant l'utilisation accrue d'agrocombustibles au cours des prochaines décennies pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La somme des connaissances scientifiques n'est cependant pas concluante – pour dire le moins – quant à l'effet des agrocombustibles sur la réduction de la consommation énergétique ou l'émission des gaz à effet de serre si l'on considère l'ensemble du cycle de production.²

On ne s'en étonne pas, la production de cultures vivrières qui peuvent servir d'agrocombustible – canne à sucre, maïs, soja et palmier à huile africain – a augmenté de façon spectaculaire dans le Sud mondialisé depuis quelques années afin de répondre à la nouvelle demande énergétique des pays du Nord. La forme d'énergie est nouvelle, mais les violations des droits de la personne, la dégradation de l'environnement, la pauvreté et l'inégalité souvent liées à la production pétrolière se perpétuent dans le secteur des agrocombustibles. Le virage vers la culture des agrocombustibles a également entraîné des pénuries alimentaires et miné l'autosuffisance dans plusieurs régions du monde.

La Colombie est l'un des pays du Sud mondialisé dont les politiques agricoles sont de plus en plus axées vers la production de cultures destinées aux agrocombustibles. Le gouvernement du président Alvaro Uribe a étendu de façon spectaculaire la superficie des terres vouées à la culture du palmier à huile pour la production d'huile de palme brute et de biodiesel, tant pour la consommation intérieure que l'exportation. La décision récente du gouvernement canadien d'appliquer un accord de libre-échange avec la Colombie et d'accroître la consommation d'agrocombustible au Canada contribuera sans aucun doute à l'expansion accrue du secteur du palmier à huile africain dans ce pays sud-américain. Ce rapport étudie les conséquences de la demande croissante d'huile – sur le plan économique, social, culturel, environnemental et celui des droits de la personne – pour les communautés afrocolombiennes vivant dans l'une des principales régions de culture du palmier à huile africain en Colombie.

Survol de la production d'huile de palme africaine en Colombie

Le palmier à huile cultivé le plus souvent en Colombie est le palmier à huile africain, que l'on préfère à son équivalent américain parce qu'il permet d'extraire une plus grande quantité d'huile de palme de qualité supérieure. La culture commerciale du palmier à huile remonte au milieu du XX^e siècle en Colombie, mais elle a pris son véritable essor dans les années 1970. Le palmier à huile était traditionnellement cultivé dans de grandes plantations appartenant à des sociétés colombiennes, mais on voit apparaître de plus en plus de petits producteurs depuis une



Récolte de fruits du palmier dans le Nariño (Garry Leech)

Exportations colombiennes d'huile de palme (2001-2006)			
	2001 (tonnes)	2006 (tonnes)	Augmentation
Produits de l'huile de palme	173,000	271,000	57%
Huile de palme brute	51,928	88,483	70%

Source : *The Faces of the Oil Palm: The Relevance of the Oil Palm Agro-Industry in Colombia* (Bogotá, Fedepalma, 2007)

vingtaine d'années. Il y a quatre grandes zones de culture du palmier à huile africain : le Nord, le Centre, l'Est et l'Ouest. Le Nord se trouve dans la zone côtière des Caraïbes; le Centre est dans la région centrale de la rivière Magdalena; l'Est comprend en gros les départements de Meta, Casanare et Guaviare dans Los Llanos; et l'Ouest est situé sur la côte pacifique du département de Nariño dans le sud-ouest du pays. Une superficie totale de plus de 300 000 hectares de palmier à huile couvre 76 municipalités réparties dans 16 des 32 départements du pays.³ Les petits producteurs indépendants cultivent environ 25 % des palmiers à huile en Colombie et les 75 % restants appartiennent à de grandes sociétés comme Palmeiras, Palmas de Tumaco, Salamanca, Palmar Santa Elena, Urapalma et Indupalma.⁴

Les palmiers africains produisent le fruit dont on extrait l'huile de palme. La production se fait en deux stades. Le premier est le stade agricole, soit la culture du palmier et la récolte du fruit. Le deuxième est celui de l'extraction, pendant laquelle le fruit est pressé pour produire l'huile de palme brute (extraite du fruit du palmier), et l'huile de palmiste (extraite des noyaux du fruit). Ces deux stades se déroulent en général dans les zones de culture.

L'étape finale est le stade industriel, soit la transformation des huiles, qui se fait tant au pays qu'à l'étranger selon le produit fabriqué. Cette étape transforme les huiles en produits de consommation – huiles liquides comestibles, shortening, margarine, savon, gras de friture, gras de cuisson, gras de pâtisserie et gras pour la crème glacée. L'huile de palme est aussi transformée en produits industriels – combustibles, lubrifiants, peintures et sulfates.

La culture du palmier africain est le secteur agricole qui croît le plus rapidement en Colombie. La production d'huile de palme a donc augmenté de façon spectaculaire depuis quelques années, ce qui fait du pays le plus important producteur d'huile de palme des Amériques et le cinquième au monde.⁵ De même, les exportations colombiennes d'huile de palme brute et de produits de l'huile de palme ont augmenté de façon impressionnante pendant la même période (voir le tableau ci-dessous). Selon Andres Castro, directeur du développement durable de la Fédération nationale des producteurs d'huile de palme (Fedepalma), la Colombie exporte maintenant 43 % de sa production d'huile de palme.⁶

La valeur des exportations d'huile de palme brute de Colombie a augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que leur tonnage, passant de 25,7 millions \$US en 2002 à 78 millions \$US en 2006 — une hausse étonnante de 300 %.⁷ Carolina López Nates, négociante en huiles pour Acepalma, la société qui représente les intérêts d'exportation des plus gros producteurs d'huile de palme de la Colombie, explique la hausse phénoménale des revenus d'exportation de l'huile de palme : « En 2005, on parlait de 400 \$US la tonne, alors que le prix de vente actuel est de 1200 \$US la tonne. C'est surtout imputable à la demande accrue de biocombustibles et à la demande croissante dans le secteur de l'alimentation en Chine et en Inde. » López Nate ajoute : « Nous n'avons [donc] aucun mal à vendre toute l'huile brute que nous sommes capables de produire. »⁸

C'est vers l'Europe que vont plus de 70 % des exportations d'huile de palme brute de la Colombie.⁹ Le Royaume-Uni est le premier importateur en importance, avec 41 % des exportations.¹⁰ Le Canada importe depuis peu l'huile de palme brute de Colombie; il en a acheté pour près de 10 000 \$ au cours des trois premiers mois de 2008, alors qu'il n'avait rien acheté au cours des deux années précédentes.¹¹ Quoique modestes, ces importations augmenteront sans doute en raison de l'accord de libre-échange.

Le Canada n'augmente pas seulement ses importations d'huile de palme brute de Colombie, mais aussi celles d'huile de palme transformée utilisée dans l'alimentation et les produits chimiques. En 2007, le Canada a importé pour près de 30 millions \$ d'huile de palme transformée — une hausse notable de 150 % par rapport à 2005.¹² Le Canada n'importe pas l'huile de palme transformée de la Colombie seulement, mais aussi de la Malaisie, du Ghana, de l'Italie et des États-Unis. Huit sociétés fournissent plus de 80 % de toute l'huile de palme transformée importée au Canada — Agrex; Bunge Canada; Cargill; Ferrero Canada; L.V. Lomas; Loders Croklaan; Tamming Foods; et Unilever Cosmetics International.¹³

Pour profiter de la hausse de la demande mondiale d'huile de palme, le président colombien Uribe prôna la croissance de l'industrie. L'État offrit, tant aux petits producteurs qu'aux grandes sociétés du secteur, des mesures incitatives en vue d'accroître la production d'huile de palme, notamment pour les biocombustibles. Les lois 788 de 2002 et 939 de 2004 accordent des exemptions

fiscales pour la production et la consommation d'agrocombustibles. Et le décret 383 de 2007 — modifié en partie par le décret 4051 de 2007 — offre des mesures incitatives pour la création de zones franches destinées aux projets agro-industriels liés à la production d'agrocombustibles.¹⁴

En 2007, le président colombien déclarait : « Il y a quatre ans, la Colombie comptait 172 000 hectares de palmier à huile. Nous prévoyons finir l'année avec près de 400 000. Il y a quatre ans, la Colombie ne produisait pas un seul litre d'agrocombustible. Aujourd'hui, sous notre administration, la Colombie en produit 1,2 million de litres par jour.¹⁵ Entretemps, un rapport publié en 2008 par le Consejo Nacional de Política Económica y Social (CONPES), un appareil gouvernemental, soutient que la Colombie pourra vendre du biodiesel dans le monde pour aussi peu que 50 \$US le baril, le premier facteur du prix étant le coût de production de l'huile de palme.¹⁶

La Colombie prévoit raffiner du biodiesel pour l'exportation, mais elle n'a pas commencé à le faire — même si une bonne partie de l'huile de palme brute qu'elle exporte est transformée en agrocombustible dans des raffineries à l'étranger. La Colombie a récemment commencé à raffiner de l'huile de palme brute en agrocombustible pour la consommation intérieure afin de répondre aux nouvelles directives nationales stipulant que chaque litre de diesel vendu au pays doit contenir au moins 5 % de biodiesel d'ici la fin de 2008. Pour y arriver, le pays est en train de construire cinq raffineries qui produiront en tout 315 000 tonnes de biodiesel par année. Le gouvernement de Uribe prévoit construire quatre autres raffineries qui produiront 400 000 tonnes de biodiesel par année pour la consommation intérieure et l'exportation.¹⁷

Même si le gouvernement Uribe brosse un tableau économique brillant du secteur de l'huile de palme et de son avenir en Colombie, l'industrie a un côté sinistre. Dans les quatre zones de culture du palmier à huile, les sociétés productrices ont été associées de façon répétée aux groupes paramilitaires de droite et aux violations des droits de la personne, y compris des massacres et des déplacements forcés. L'histoire des rapports entre le secteur de l'huile de palme et les groupes paramilitaires varie d'une région à l'autre. Dans le Centre (Magdalena centrale) et l'Ouest (Nariño), les sociétés productrices étaient déjà établies quand elles invitèrent les groupes paramilitaires à venir défendre leurs intérêts contre la guérilla dans les années 1980 et 1990. Dans l'Est (Los Llanos), la croissance de l'industrie de l'huile de palme pendant les années 1990

coïncida avec l'essor du mouvement paramilitaire dans la région. Et dans la région d'Urabá du Chocó — dans la zone Nord — les groupes paramilitaires prirent d'abord le contrôle du territoire avant d'inviter les sociétés productrices d'huile de palme dans la région.

Dans toutes les zones de culture du palmier à huile en Colombie, l'essor de l'industrie dans les années 1980 et 1990 s'appuya sur le déplacement forcé des paysans par les groupes paramilitaires. Cruelle ironie du sort, le programme gouvernemental de réinsertion des ex-combattants offre maintenant aux membres démobilisés des groupes paramilitaires des emplois dans les plantations de palmiers du département de Casanare — souvent à ceux-là mêmes qui ont forcé les paysans à abandonner leurs terres pour permettre aux grandes sociétés d'établir leurs plantations. Selon un rapport sur les droits de la personne dans l'industrie colombienne de l'huile de palme, « Des victimes [de déplacement forcé] doivent parfois travailler comme employés sur les fermes qui leur appartenaient et qui leur ont été enlevées dans la violence par les combattants mêmes qui y sont maintenant réintégrés dans la société. »

Dans ce contexte, il faut être prudent et veiller à ce que l'aide à l'agriculture offerte par le Canada à la Colombie favorise l'agriculture axée sur la biodiversité, qui respecte les droits de la personne et appuie les petits agriculteurs. Cela fait des années que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) soutiennent le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) établi à Cali. Le parc scientifique du CIAT héberge depuis peu le Fonds latino-américain pour l'innovation dans l'huile de palme (FLIPA), un organisme qui travaille en collaboration avec les sociétés productrices d'huile de palme en Colombie. Selon le rapport annuel du CIAT en 2007, la mission du FLIPA consiste à :

... favoriser le caractère durable de l'industrie agroalimentaire de l'huile de palme dans les zones tropicales d'Amérique latine. [Le FLIPA] réalise des activités de RD pour permettre au secteur de l'huile de palme de rester concurrentiel, profitable et efficace conformément aux paramètres de protection de l'environnement. Il tire ainsi des avantages économiques et sociaux de sa participation active aux marchés nationaux et internationaux avec des produits destinés à la consommation humaine et à d'autres usages.¹⁸

Le premier groupe d'assassins est arrivé à Tumaco en même temps que le palmier à huile et les sociétés productrices d'huile de palme. Avant ça, les gens ici mouraient de vieillesse, de maladie ou d'accident — ça ne faisait pas partie de notre culture de se faire tirer dessus par un individu armé. Mais les grosses sociétés avaient leur propre stratégie, elles sont arrivées avec des tueurs à gages de Cali et de Medellín pour protéger les plantations et cela a fait augmenter le crime ici. Les assassins étaient de tout jeunes garçons payés pour faire ce travail. À leur arrivée, les groupes paramilitaires ont généralisé la tradition qui avait déjà commencé à s'installer. C'est ça, l'histoire de l'huile de palme ici.

Membre du Consejo Comunitario de Alto Mira y Frontera, Nariño

Alimenter le sous-développement en Colombie : Pauvreté, droits de la personne et rôle du Canada dans le secteur de l'huile de palme africaine

Avec USAID, l'ACDI fait partie des trois principaux bailleurs de fonds du CIAT depuis trois ans. Une part importante des fonds canadiens a été versée sous forme de subventions affectées à un ensemble de projets agricoles sans lien avec la production d'huile de palme. Ainsi, le programme interaméricain de l'ACDI verse présentement au CIAT 20 millions \$ pour un projet de six ans (2004-2010), « Combattre la faim cachée en Amérique latine », réalisé en collaboration avec de petits agriculteurs qui se consacrent à des cultures vivrières – riz, maïs, manioc et haricots. Plus de 3 millions \$ des fonds de l'ACDI et du

CRDI ont été versés au CIAT sous forme de subventions non affectées, surtout par l'entremise du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

Rien ne prouve pour le moment que des fonds canadiens ont servi à appuyer le FLIPA ou à promouvoir l'huile de palme. Par contre, aucune directive n'existe pour empêcher qu'à l'avenir ces fonds appuient la promotion à outrance de l'huile de palme, soit la politique agricole de la Colombie à l'heure actuelle – avec les répercussions que cela suppose sur les droits de la personne.

Étude de cas : La zone Ouest – Nariño

La principale région de culture du palmier à huile dans le département de Nariño est la municipalité de Tumaco, qui englobe la ville de Tumaco, le deuxième port en importance de la côte du Pacifique en Colombie. En 2006, il y avait 35 256 hectares de terres consacrées à la culture du palmier à huile dans la municipalité, ce qui représentait 12,2 % de la production nationale d'huile de palme brute.¹⁹ Même si la zone Ouest compte le plus petit nombre d'hectares de culture parmi les quatre régions productrices, elle fournit une part disproportionnée des exportations d'huile de palme. Tel que noté précédemment, la Colombie exporte 43 % de sa production nationale d'huile de palme, alors que 80 % de l'huile de palme produite dans le Nariño est expédiée à l'étranger.²⁰ En 2007, dans le cadre de sa stratégie visant à augmenter la production d'huile de palme, le président Uribe appela à l'expansion de la culture du palmier à huile à Tumaco et ailleurs dans le département de Nariño.²¹

Toutefois, avant d'étendre la culture dans la municipalité de Tumaco, il faudra d'abord contrer le fléau de la pourriture sèche qui touche l'industrie depuis 2006. Le palmier à huile est cultivé en monoculture en Colombie. Comme la plupart des monocultures, elle a déplacé la flore et la faune indigènes, détruisant ainsi l'écosystème naturel. Le remplacement de l'écosystème naturel par une monoculture brise la résistance naturelle et expose la nouvelle culture à la pourriture sèche. L'industrie colombienne du palmier à huile a toujours connu des problèmes de pourriture et c'est dans le Nariño que le palmier à huile africain est le plus touché. Dans les deux années suivant son apparition, le problème – appelé *podrición de cogollo (pourriture du bourgeon)* — a décimé 60 % des palmiers dans la municipalité de Tumaco.²² L'État et les sociétés productrices ont voulu contrer le problème en développant une nouvelle espèce, un hybride des palmiers à huile africain et américain, qui résiste mieux à la pourriture sèche.

Un context de violence

Dans le Nariño, l'écrasante majorité des petits producteurs et des travailleurs des plantations sont



Groupe paramilitaire de droite dans le sud de la Colombie (Garry Leech)

afrocolombiens, ce qui reflète la composition ethnique de la zone côtière du Pacifique. La plupart des petits producteurs afrocolombiens vivent dans 14 communautés où les terres sont propriété collective en vertu de la loi 70 de 1993. Les communautés sont aussi gouvernées collectivement par l'entremise des *consejo comunitarios* (conseils communautaires) et plusieurs sont situées en bordure de la rivière Mira près de la frontière avec l'Équateur. Les Afrocolombiens de la région d'Alto Mira ont établi un *consejo comunitario* en 1996, puis obtenu peu après le titre de propriété collectif de leurs terres.

Avant d'obtenir leur titre de propriété collectif, les Afrocolombiens ont vécu l'introduction par la violence de la culture du palmier à huile africain dans le Nariño. Selon Hernán Cortés, du Proceso de Comunidades Negras (PCN) :

La violence liée à l'industrie de l'huile de palme est arrivée ici au milieu des années 1980, avivée par le narcotrafic du cartel de Cali. Il y avait des liens entre politiciens, hommes d'affaires et narcotrafiquants; le palmier africain était la principale activité économique, qu'ils ont utilisée pour blanchir beaucoup d'argent. Au début, c'était juste le cartel de Cali et les trafiquants de drogue de la Valle de Cauca, mais l'argent est ensuite arrivé du cartel de Medellín, avec des gens à la solde de Pablo Escobar. Cela a entraîné beaucoup de violence au milieu des années

1980 et au début des années 1990, et beaucoup de déplacements des zones rurales vers les zones urbaines. Ce processus a tué plus de 300 paysans en une décennie. Ils sont morts parce qu'on voulait leurs terres, et en raison d'une crise alimentaire née du fait que les terres les plus productives de la région ont été prises pour cultiver le palmier africain. Ce processus a aussi exercé un impact sur le plan culturel, brisant les structures sociales, la vision du monde des gens et leurs rapports à la terre.²³

En 2000, le projet de lutte au narcotrafic financé par les États-Unis – le Plan Colombia – fut appliqué dans le département voisin de Putumayo. Pendant les années qui suivirent, les fumigations aériennes dans le Putumayo déplacèrent les cultures illicites vers le Nariño, qui connut une hausse vertigineuse de la culture du coca. Cela coïncida avec la présence accrue de groupes paramilitaires et de l'armée dans les régions rurales du Nariño, dont plusieurs étaient contrôlées depuis des décennies par la guérilla de gauche. Plusieurs communautés afro-colombiennes se trouvèrent vite au cœur du conflit. Selon Armenio Córtes, membre du *consejo comunitario* de la région d'Alto Mira :

Les groupes paramilitaires sont arrivés pour contrôler le territoire et cela a entraîné un conflit avec la guérilla. Si un paysan vivait près des groupes de guérilla, il se faisait traiter de guérillero. De même, s'il vivait près des groupes paramilitaires, la guérilla présumait qu'il leur livrait des informations. Et quand l'armée est arrivée, les paysans risquaient aussi d'être associés. Puis il y eut de grands massacres en 2004 et 2005, alors qu'on laissait pourrir les cadavres dans les rivières. Le chef de guérilla disait qu'il n'avait rien à voir là-dedans. Et les paracos [terme péjoratif désignant les membres de groupes paramilitaires] disaient qu'ils n'avaient rien à voir là-dedans... Heureusement, les groupes paramilitaires sont partis. Il reste un groupe d'opportunistes qui se fait appeler Las Rastrojos; ce sont des narco-trafiquants et ils sont comme un groupe paramilitaire, même s'ils disent le contraire. Mais leur affaire, c'est d'acheter la coca et de la faire sortir. C'est de ça qu'ils s'occupent.²⁴

Hernán Cortes du PCN affirme que les nouveaux groupes paramilitaires comme Las Rastrojos sont formés de combattants prétendument démobilisés des Forces unies d'autodéfense de la Colombie (AUC) en vertu de la loi sur la justice et la paix. « Seul le nom a changé, dit Córtes, ce sont les mêmes personnes. Les anciens chefs sont partis et les nouveaux sont ceux qui occupaient le deuxième ou le troisième échelon du commandement. »²⁵ Córtes affirme que les nouveaux groupes paramilitaires ont la même collusion que les anciens avec l'armée et l'establishment politique; ils contrôlent donc l'économie locale et perpétuent la culture de la peur. Il allègue aussi que les grandes sociétés paient les groupes paramilitaires : « [Les

sociétés] protègent les groupes paramilitaires parce qu'ils les traitent bien et c'est pour ça qu'elles les paient. Elles appuient financièrement les groupes paramilitaires pour qu'ils surveillent et protègent leurs territoires; qu'ils aident à préserver leurs intérêts ici et voient à ce que les décisions politiques leur soient favorables; qu'ils étouffent toute protestation contre la culture du palmier. »²⁶

Les petits producteurs

On estime que la culture du palmier à huile et la production d'huile de palme sont le gagne-pain de 35 à 45 % de la population de la municipalité de Tumaco.²⁷ Comme dans les autres régions de culture en Colombie, le palmier à huile est cultivé à la fois par de petits producteurs et sur les plantations de grandes sociétés – dont les deux plus importantes dans le Nariño sont Palmas de Tumaco et Palmeiras. Même si les petits producteurs sont nombreux, les grandes sociétés dominent l'industrie parce qu'elles possèdent les huileries et que les petits producteurs sont forcés d'y vendre leur récolte. Selon un petit producteur :



Usine de transformation du fruit du palmier dans le Nariño (Garry Leech)

« Le fruit du palmier est notre gagne-pain, mais ce sont les grandes sociétés qui fixent les prix et elles s'entendent sur le prix à payer au petit producteur. »²⁸

La plupart des petits producteurs du Nariño font partie d'une d'association de producteurs pour avoir droit au crédit et aux autres avantages offerts par l'État. L'une d'entre elles est Palma Sur, qui représente les petits producteurs de 70 hameaux de la région sud du Nariño. Selon Carlos Alberto López, ingénieur agricole de Palma Sur, les associations furent créées en 2000 par la Société de développement des industries agricoles de Tumaco (Cordeagropaz), financée par USAID, pour donner du pouvoir aux petits producteurs – les aider à obtenir du financement, de l'aide technique et un meilleur prix pour le fruit du palmier. Dans le cadre de sa stratégie d'expansion de la culture du palmier en Colombie, l'État offre des lignes de crédit aux petits producteurs, mais pour y avoir droit, ils doivent faire partie d'une association.²⁹

Selon Fedepalma, Cordeagropaz et les associations de producteurs furent créés pour réagir à :

... la situation que traversait Tumaco à la fin des années 1990, quand les activités agricoles

traditionnelles étaient en crise... Devant l'ampleur du problème, les autorités municipales et les organisations locales de culture du palmier à huile décidèrent de promouvoir des projets de développement agroalimentaire, notamment pour la production d'huile de palme. Ils établirent donc un contrat par l'entremise du Crédit agricole (Banco Agrario) en vue de financer la culture de 4000 hectares de palmier à huile et obtinrent que le Fonds d'investissement pour la paix (une partie du Plan Colombia) finance le projet à hauteur de 40 %... Les sept ans d'activité produisirent des résultats sur plusieurs fronts : investissement de 7,5 millions \$US dans la région; création d'emplois et de revenus; création d'une infrastructure; application de technologies de gestion de la culture; réduction de l'expansion des cultures illicites; renouvellement du tissu social; renforcement de la productivité des ménages; et changement de mentalité des agriculteurs, qui se mirent à penser aux effets de leurs activités à moyen et à long terme, plutôt que seulement à court terme. »³⁰

Dans la communauté afrocolombienne, plusieurs voient cependant les associations établies par Cordeagropaz comme une partie du problème plutôt que de la solution. Ils affirment que les associations ont eu des résultats contraires à ce que prétend Fedepalma; qu'elles n'ont pas réussi à produire un revenu stable, à bâtir une infrastructure ni à fournir une sécurité à long terme aux petits producteurs. Selon Hernán Cortés du PCN, c'est peut-être parce que l'État et les sociétés productrices ont créé les associations d'abord et avant tout pour réagir à l'obtention des titres de propriété collectifs de leurs terres par les communautés afrocolombiennes. Alors que les groupes paramilitaires continuaient à déplacer de force les communautés afrocolombiennes de leurs terres collectives dans le Chocó pour y établir des plantations de palmiers, la création d'associations de petits producteurs dans le Nariño fut un autre moyen d'arriver au même résultat : étendre la culture du palmier à huile. Selon Cortés :

L'industrie et l'État ont changé de stratégie, délaissant l'expropriation du territoire pour inciter plutôt les habitants à cultiver le palmier. Dans le cadre d'un accord avec la municipalité, les grandes sociétés créèrent une association chargée d'inciter les paysans à cultiver le palmier sur le territoire collectif pour vendre leur récolte aux sociétés. Les associations font en quelque sorte partie du problème, parce que le gouvernement Uribe a fait la promotion du biodiesel et décidé de couvrir de palmiers toute la côte du Pacifique. La stratégie de Cordeagropaz consiste à regrouper les petits producteurs au premier stade de la production; autrement dit, utiliser leurs terres pour produire des palmiers, puis les vendre aux grandes sociétés au prix qu'elles auront fixé... La vraie question est toutefois la suivante : de quelle façon faut-il produire les aliments pour garantir un certain

niveau d'autosuffisance? Mais cela contrevient à la politique officielle; la politique officielle stipule qu'il faut cultiver des biocombustibles. Le président l'a dit; le ministre l'a répété, et nous sommes donc condamnés à cultiver le palmier ici. Si on se présente au Crédit agricole, on peut obtenir du crédit seulement pour cultiver le palmier. Pour d'autres produits, c'est impossible; seulement pour les produits industrialisés, seulement pour les produits prônés par la politique nationale.³¹

Même si l'État présente la culture du palmier à huile comme un nouveau modèle de développement qui, au dire de Fedepalma, a amélioré le sort des petits producteurs, la plupart des communautés afrocolombiennes vivent encore dans la misère. Dans la région d'Alto Mira, plusieurs sont accessibles seulement par bateau et la majorité des ménages n'ont pas accès à l'eau potable. Les écoles et les cliniques médicales sont très loin. L'information financière détaillée sur la culture du palmier à huile démontre qu'elle n'a pas réussi à faire passer le revenu de la plupart des familles au-delà du seuil de la pauvreté. Les sociétés productrices de la région d'Alto Mira payaient environ 65 \$US pour une tonne de fruits du palmier avant le problème de pourriture sèche. Comme plusieurs petits producteurs n'ont que trois à six hectares de culture et que chaque hectare produit environ 24 tonnes de fruits par année, le revenu annuel brut oscille entre 4500 \$US et 9000 \$US.³² Une fois payé le coût des intrants (semences, engrais, pesticides, herbicides, équipement agricole, transport du fruit, etc.) et après avoir remboursé le prêt à la Banco Agrario, il ne reste pas grand-chose pour faire vivre la famille.

La vie n'est pas plus facile pour les Afrocolombiens qui travaillent sur les plantations des grandes sociétés. Selon un travailleur de la région d'Alto Mira, les sociétés s'assurèrent que leurs employés ne se syndiquent pas en congédiant quiconque tentait d'organiser les travailleurs.³³ Quant à eux, les travailleurs de l'industrie du palmier dans les zones du Nord et du Centre de la Colombie, déjà organisés, furent souvent la cible des groupes paramilitaires soucieux de protéger les intérêts des grandes sociétés. Ainsi, 56 travailleurs et syndiqués de l'Indupalma Company dans le département de Cesar furent tués par des groupes paramilitaires entre 1988 et 1995.³⁴ À la fin des années 1990, les sociétés découvrirent cependant une méthode plus discrète pour réduire les coûts de main-d'œuvre et décourager l'influence syndicale auprès des travailleurs.

De même que les grandes sociétés créèrent des associations de petits producteurs pour contourner l'obtention des titres de propriété collectifs par les communautés afrocolombiennes, elles favorisèrent la création de coopératives de travailleurs pour, de fait, délocaliser le travail dans les plantations. Plutôt que d'embaucher directement des travailleurs, elles exigèrent la création de coopératives payées pour leur fournir des travailleurs, au même titre qu'un autre sous-traitant. Fedepalma explique ce qui motiva le changement de la structure du travail :

À la fin des années 1990, les relations de travail dans les grandes sociétés, notamment dans le Centre et le Nord de la Colombie, furent touchées par l'action syndicale et il s'ensuivit une série d'augmentations de salaire, avec paiement de primes et modification des conditions de travail, ce qui influa sur la productivité et la discipline au travail. Les coûts de main-d'œuvre atteignirent des niveaux impossibles à maintenir et certaines entreprises furent presque acculées à la faillite. La crise se résorba parce que les parties prenantes saisirent un élément fondamental – le besoin de protéger les emplois. Le point de départ du rétablissement de la situation fut de laisser tomber les coûteux avantages obtenus par les syndicats. On chercha ensuite des moyens plus flexibles d'embaucher le personnel, par exemple, par l'entremise d'associations ou de coopératives de travailleurs.³⁵

Le virage vers les coopératives permet d'atteindre les objectifs cités par Fedepalma : les sociétés productrices économisaient sur les salaires et les soins de santé, en plus d'être exemptées de l'obligation de verser une indemnité de départ en cas de mis à pied, puisque les ex-employés étaient maintenant des travailleurs autonomes à titre de membres de la coopérative.³⁶ En matière sociale et de santé, toutes les responsabilités passèrent, de fait, des sociétés productrices aux coopératives... ou plutôt, aux travailleurs eux-mêmes.

Selon un membre de coopérative travaillant sur une plantation de Palmas de Tumaco dans le Nariño — qui a exigé l'anonymat — chaque coopérative est fondée sur le type de travail accompli par ses membres. Par exemple, les travailleurs qui cueillent le fruit du palmier appartiennent à une coopérative, alors que ceux qui le nettoient font partie d'une autre. Ce travailleur déclare gagner 47 000 pesos colombiens pour 15 jours de travail, soit moins de 2 \$US par jour. Au fond, déclare-t-il, « Ces coopératives sont une stratégie des gros capitalistes et, comme d'habitude, les pauvres continuent de s'appauvrir et les riches, de s'enrichir — c'est la loi du néolibéralisme. C'est comme ça que ça se passe dans notre pays. »³⁷

Le fléau de la pourriture sèche

La pourriture sèche est un désastre économique pour les Afrocolombiens de la municipalité de Tumaco en raison de leur dépendance au fruit du palmier africain. Plusieurs membres des coopératives de travailleurs ont du mal à trouver un emploi — les grandes sociétés réduisent le personnel parce que la production a diminué à cause de la pourriture sèche. De même, les petits producteurs ont du mal à survivre et plusieurs ont perdu tous leurs palmiers africains en raison du fléau.

Selon Helidoro Hurtado, représentant juridique du *consejo comunitario* d'Alto Mira et Frontera, « Cordeagropaz est censée être une société qui favorise le développement agricole de la côte du Pacifique en aidant

les petits producteurs à cultiver le palmier à huile. Elle a dit aux paysans qu'elle leur prêterait de l'argent et que tout irait bien parce que c'est une culture rentable, et qu'ils pourraient vite rembourser leur prêt. »³⁸ C'est pourquoi, explique Hurtado, plusieurs communautés afrocolombiennes sont devenues dépendantes de la culture du palmier africain; mais quand la pourriture a frappé et tué les palmiers, les paysans n'avaient plus de cultures vivrières pour assurer leur subsistance — ils les avaient presque toutes détruites au profit d'une seule culture commerciale, le palmier à huile. Il conclut : « Tout ce qui leur reste, c'est des dettes. »³⁹

Les petits producteurs ayant reçu un prêt de la Banco Agrario par l'entremise de Cordeagropaz profitaient d'un délai de grâce de trois ans avant de commencer à rembourser — les trois ans que met le palmier à huile africain à produire ses premiers fruits. « À ce moment-là, explique Hurtado, le délai de grâce est échu et la banque veut son argent. C'est alors qu'arrive la pourriture qui tue les palmiers. Le paysan ne peut pas payer sa dette. La banque ne peut pas remettre la dette ou remplacer le palmier par une autre culture. La solution qu'elle offre au paysan, c'est d'accorder un deuxième prêt qui s'ajoute au premier, toujours pour cultiver le palmier. Il reçoit donc un nouveau prêt et s'enfonçe dans les dettes. Le paysan pauvre n'a aucun moyen de s'en sortir. »⁴⁰

Dans le hameau d'Imbirí la Loma, la pourriture sèche a tué la plupart des palmiers africains. Selon Antonio, membre du *consejo comunitario* local, l'État verse 5 \$US aux petits producteurs pour chaque palmier mort coupé et détruit.⁴¹ L'objectif premier de l'État n'est pas d'alléger le fardeau financier des petits producteurs — qui ont perdu leur principale source de revenus — mais bien d'essayer d'enrayer la propagation de la pourriture sèche et limiter les dégâts subis par l'ensemble de l'industrie.

Une fois qu'ils ont nettoyé leurs terres des arbres morts, les petits producteurs ont droit à de nouveaux prêts versés par l'entremise de Cordeagropaz en vue de planter le palmier hybride récemment mis au point. « L'État dit aux gens que la seule façon de survivre est de semer des palmiers, dit Antonio. Depuis l'apparition du fléau, certains déclarent qu'ils ne veulent plus semer de palmier, qu'ils cultiveront plutôt du cacao. D'autres disent qu'ils vont continuer avec le palmier. L'État fait pression sur tout le monde pour qu'on sème le palmier. »⁴²

La petite productrice Yaneth Sosa dit qu'elle, son mari et ses enfants — cinq et neuf ans — avaient du mal à joindre les deux bouts en cultivant le palmier sur leurs trois hectares de terres. Mais depuis que les arbres sont morts en 2007, leur situation économique est catastrophique. Quand on lui demande si elle prévoit cultiver encore le palmier, elle répond : « C'est notre intention. Mais pas seulement le palmier, nous voulons aussi d'autres cultures, parce que notre expérience a été tout à fait désastreuse. C'est pourquoi nous voulons ajouter autre chose, des cultures traditionnelles. »⁴³ Si le gouvernement offre du crédit aux petits producteurs pour continuer à cultiver le palmier, il n'offre rien à ceux qui ajoutent des cultures traditionnelles pour se diversifier. Selon Sosa, « L'État est obsédé par le

Alimenter le sous-développement en Colombie : Pauvreté, droits de la personne et rôle du Canada dans le secteur de l'huile de palme africaine

biodiesel. Il se fiche que nous ayons besoin de cultiver des aliments, il s'intéresse seulement aux cultures en vue du biodiesel. »⁴⁴

Ce n'est pas seulement le manque de financement public qui empêche les petits producteurs de passer à d'autres cultures, mais aussi le manque d'infrastructures. Selon un petit producteur, Oscar Mesa, il est impossible de faire vivre sa famille dans la région d'Alto Mira en cultivant du cacao ou toute autre culture vivrière. Mesa, qui a cultivé le palmier africain pendant 25 ans jusqu'à ce que ses arbres soient détruits par la pourriture à la fin 2007, a récemment tenté de survivre en cultivant du cacao. Mais les choses se sont mal passées, comme l'explique crûment Mesa : « C'est un vrai merdier! Il faut faire sécher le cacao, le transporter en canot, le charger dans une voiture puis se rendre jusqu'à Tumaco pour essayer de le vendre. Avec le fruit du palmier, on coupe le matin et on se fait payer l'après-midi même. »⁴⁵



Palmiers à huile africains mort de la pourriture dans la région d'Alto Mira (Garry Leech)

Faute d'infrastructures et d'accès au financement pour les cultures de remplacement, le palmier à huile est resté la culture commerciale la plus pratique pour les paysans. Par conséquent, certains habitants de la région affirment que le développement du secteur du palmier depuis plusieurs décennies a miné la souveraineté et la sécurité alimentaires dans la région. Comme une grande partie des terres entourant la ville de Tumaco sert à la culture du palmier, la région importe la plupart de ses aliments des hauts plateaux andins. Avant l'arrivée de l'industrie du palmier, la région produisait en quantité cacao, riz, bananes et autres cultures. Selon Hernán Cortés du PCN :

La culture du palmier est en grande partie responsable de la crise alimentaire ici. Tumaco est tributaire du régime alimentaire andin, des produits qui viennent de la zone andine et de l'Équateur, et c'est la logique du modèle de développement. Les politiques ne visent pas à assurer l'autonomie alimentaire, elles visent à produire des aliments exportables. Ce ne sont pas des politiques faites pour le petit producteur. De plus, ce n'est pas seulement la production alimentaire qui est en jeu, mais la diversité de tous les écosystèmes de la région. La côte du Pacifique occupe le deuxième rang de la planète sur le plan de la biodiversité et la

*monoculture de palmiers perturbe gravement les écosystèmes – cela affecte la biodiversité.*⁴⁶

Expansion du secteur du palmier à huile

En juin 2007, le président Uribe pressa les communautés afrocolombiennes de convertir leurs terres collectives à la production du palmier. Lors du congrès national de Fedepalma, il déclarait :

*Je prie instamment [le secrétaire de l'Agriculture] d'enfermer le milieu des affaires de Tumaco avec nos compatriotes d'origine africaine et de ne pas les laisser sortir d'ici tant qu'ils n'ont pas conclu une entente. On ne peut pas faire autrement... Enfermez-les et proposez-leur... de conclure une entente sur l'utilisation des terres, et l'État fournira le capital de risque. Donnez-leur une échéance et dites-leur : « Messieurs, nous siégeons et nous ne partirons pas d'ici avant d'avoir conclu une entente. »*⁴⁷

Bien des Afrocolombiens réagirent avec colère à la suggestion d'Uribe. Le conseil communautaire des communautés noires du territoire ethnique de Kurrulao fit la réponse suivante :

*Monsieur le Président, si l'huile de palme est votre mégaprojet pilote, il n'aura pas lieu sur notre territoire ethnique. Qui plus est, s'il se réalisait, il causerait des dommages sérieux sur le plan environnemental, social et culturel. Nous pouvons l'affirmer pour avoir vécu la monoculture du palmier depuis le début des années 1970; autrement dit, cela fait 35 ans que nous subissons l'impact de 20 000 hectares d'une culture qui nous a été imposée « au cœur même de cette plantation, camarade », une culture qui continue de s'étendre par la violence sur notre territoire collectif.*⁴⁸

Cela n'empêcha pas le gouvernement Uribe d'appliquer ses plans d'expansion de la culture du palmier dans les communautés afrocolombiennes de la côte du Pacifique. En plus d'accroître la culture du palmier à huile à Tumaco, Uribe fit pression pour introduire l'industrie dans la région d'El Charco dans le nord du Nariño et celle de Guapi dans le sud du Cauca, déclarant que « dans la région de Guapi, El Charco a des conditions excellentes, mais pas un seul palmier, juste du coca, une culture à éradiquer. »⁴⁹

Appuyé par la United States Agency for International Development (USAID), le gouvernement colombien fait déjà la promotion du palmier à huile en tant que culture de remplacement du coca, qui fournit l'ingrédient de base de la cocaïne. De fait, 20 % du budget de remplacement des cultures de USAID vont à des projets de palmiers à huile.⁵⁰ Pour sa part, le ministère colombien de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) a accepté d'accorder du crédit aux Afrocolombiens de Guapi désireux de cultiver le palmier à huile : « Le MADR appuiera la première alliance entre un *consejo comunitario* et une société privée en vue

d'un projet de production sur les terres collectives de la municipalité de Guapi. L'objectif est que 640 familles afrocolombiennes sèment 15 000 hectares de palmiers d'ici 2013. »⁵¹

Mais dans le petit village de San José de Tapaje, à plusieurs heures d'El Charco sur la rivière Tapaje, il y a peu d'appui pour le plan gouvernemental d'introduction du palmier à huile dans la région. Les clairières dans la forêt pluviale autour de San Jose sont couvertes de plants de coca, qui constitue présentement la seule culture commerciale de la région. On y a fait récemment plusieurs fumigations aériennes dans le cadre du Plan Colombia, mais les paysans disent qu'ils vont juste replanter jusqu'à ce que l'État leur offre une culture de remplacement économiquement viable. La culture du palmier à huile n'entre pas dans cette

catégorie selon eux. De fait, la plupart des Afrocolombiens qui vivent à San Jose et dans les hameaux voisins s'opposent au plan d'introduction du palmier prôné par Uribe. ⁵² Selon un paysan, « Il y a trop de problèmes associés au palmier africain. Il y a des problèmes environnementaux, de la violence... et les gens sont aussi pauvres qu'avant. »⁵³

Les paysans veulent plutôt que l'État améliore les infrastructures et leur donne les moyens de cultiver des produits traditionnels pour préserver leur culture et leur environnement. Ni la culture du coca, ni celle du palmier à huile ne permettent d'atteindre ces objectifs. Comme l'a déclaré un paysan afrocolombien, remplacer le coca par le palmier revient à remplacer une monoculture par une autre – et toutes les deux détruisent l'écosystème local.⁵⁴

Conclusion

La culture du palmier à huile dans le Nariño depuis quelques décennies est directement liée à la violence perpétrée par les groupes paramilitaires à l'endroit des communautés afrocolombiennes. Cette violence visait souvent à chasser les Afrocolombiens de leurs terres pour permettre aux grandes sociétés d'étendre leurs plantations de palmier à huile. Même si certaines sociétés changèrent de stratégie une fois que les communautés afrocolombiennes eurent obtenu les titres de propriété collectifs de leurs terres, l'objectif resta le même : poursuivre l'expansion du secteur du palmier à huile. Plutôt que de déplacer les Afrocolombiens pour s'emparer de leurs terres, les sociétés et l'État mirent sur pied des associations et forcèrent les petits producteurs à en faire partie pour avoir droit au crédit. De plus, l'État veilla à ce que les prêts soient offerts aux Afrocolombiens presque exclusivement pour la culture du palmier. Par conséquent, plusieurs paysans n'eurent pas le choix de cultiver le palmier, puisque c'était la seule culture commerciale viable dans la région. Les nouvelles structures économiques et les nouvelles politiques gouvernementales assurèrent aux grandes sociétés un approvisionnement constant de fruits du palmier à bon marché.

Avec l'émergence et l'expansion de l'industrie du palmier à huile dans la municipalité de Tumaco depuis quelques décennies, les zones agricoles de la région furent dominées par une monoculture destinée à l'exportation. Le risque découlant de la dépendance à une monoculture devint encore plus évident il y a trois ans, quand 60 % des palmiers à huile africains de la région furent décimés par la pourriture sèche. Plutôt que d'offrir aux agriculteurs des mesures les incitant à diversifier leur base culturale, l'État continua à presser les petits producteurs de poursuivre la culture du palmier à huile. Alors qu'ils n'avaient pas encore remboursé la dette liée aux arbres morts, plusieurs petits producteurs durent emprunter encore plus d'argent pour acheter le nouveau palmier hybride résistant à la pourriture.

Après des décennies de production du palmier à huile, les communautés afrocolombiennes n'ont toujours aucune sécurité économique et elles vivent dans la misère. Elles se sont aussi engagées dans une lutte désespérée pour préserver leur culture et défendre l'écosystème naturel. Même si la culture du palmier à huile n'a aucunement apporté le *développement* aux Afrocolombiens, le gouvernement de la Colombie et celui des États-Unis la prônent maintenant pour remplacer la culture du coca dans les régions du nord du Nariño. Une grande partie des Afrocolombiens qui dépendent du coca parce que c'est la seule culture commerciale viable dans la région ont cependant affirmé clairement qu'ils ne veulent pas remplacer une monoculture dommageable pour l'environnement (le coca) par une autre (le palmier). Ils veulent plutôt avoir les moyens d'assurer leur subsistance en cultivant des produits traditionnels selon des méthodes qui assurent leur sécurité alimentaire et préservent à la fois leur culture et l'écosystème naturel.

Malheureusement, ils ne réussiront sans doute pas à se faire entendre, vu l'histoire de l'industrie du palmier à huile – et notamment en raison de la demande croissante d'agrocombustible dans le Nord mondialisé. L'accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie ne sera qu'un moyen de plus pour étouffer leur voix. Le gouvernement colombien a déclaré clairement que la ratification par le Canada d'un accord de libre-échange avec la Colombie sera un signe important du soutien accordé aux politiques actuelles de la Colombie en matière de sécurité et de développement. Et dans la mesure où l'ALÉ facilite le commerce agricole, il aura pour effet d'accroître l'importation d'huile de palme brute et transformée, et le Canada sera ainsi de plus en plus complice du carnage associé à la stratégie du président Uribe d'étendre la production d'huile de palme. Au nom du libre-échange et de l'énergie *propre*, un nombre croissant d'Afrocolombiens verront sans doute leur vie menacée, leurs terres usurpées et leur sécurité alimentaire encore plus réduite pour répondre aux besoins de la population canadienne.

Quand on lui demande ce qui permettrait aux Afrocolombiens de se faire entendre, Hérnan Cortés du PCN fait la suggestion suivante : « Il faut un changement politique au pays, pas juste un changement de gouvernement, mais un changement des politiques du pays et de l'économie du pays. »

Mais la Colombie n'est pas le seul pays où il faut un changement politique et un changement des politiques.

C'est aussi le cas de pays comme le Canada, qui comptent encore sur l'exploitation des communautés du Sud mondialisé pour obtenir des matières premières à bon marché, au prix de la vie des pauvres. Les recommandations suivantes visent à assurer que la politique étrangère du Canada envers la Colombie en ce qui a trait au palmier à huile soit fondée sur le respect des droits de la personne et de l'intégrité culturelle, ainsi que la viabilité de l'alimentation et de l'environnement.

Recommandations

1. Les fonds versés par le Canada pour le développement ou l'aide technique ne doivent pas servir à promouvoir la production du palmier à huile en Colombie.
2. Le Canada doit revoir tous les prêts (y compris ceux d'autres secteurs que l'huile de palme) accordés à des organismes oeuvrant en partenariat avec des entreprises de l'industrie du palmier à huile en Colombie afin d'assurer que ces partenaires ne sont pas associés à des activités qui contribuent aux violations des droits de la personne et à l'insécurité alimentaire, ou compromettent la viabilité de l'environnement.
3. Le Canada doit s'opposer aux prêts multilatéraux qui prônent la production du palmier à huile en Colombie, y compris les fonds accordés par l'entremise d'organismes tiers, tels que Exportation et développement Canada et les banques multilatérales de développement.
4. Le Canada doit interdire l'importation d'huile de palme et de produits connexes provenant des régions où la production a contribué à l'insécurité alimentaire ou aux violations des droits, y compris les droits du travail. Le Canada doit veiller à ce que soient pleinement respectés les droits de la personne et les droits des travailleurs, notamment le droit d'organisation.
5. Le Canada ne doit pas ratifier l'Accord de libre-échange Canada-Colombie en raison de la crise des droits de la personne en Colombie et des liens avérés entre les violations des droits et le commerce dans ce pays, entre autres dans l'industrie de l'huile de palme. Conformément aux recommandations du comité permanent du commerce international de la Chambre des communes, tout futur accord commercial avec la Colombie ne doit être conclu qu'après une amélioration substantielle de la situation des droits de la personne, entre autres, en ce qui a trait aux déplacements, aux lois du travail et à la reddition de comptes. Les accords commerciaux pourront être conclus seulement à la suite d'une évaluation complète et indépendante de leur impact sur les droits de la personne. Cette évaluation doit comprendre une étude des implications pour les droits de la personne de l'expansion de la production et la transformation de l'huile de palme.
6. Le Canada doit suspendre le projet d'exiger une teneur minimum en agrocombustible dans les combustibles consommés au Canada et mener une évaluation en vue d'assurer que les politiques canadiennes ne contribuent pas à l'insécurité alimentaire et aux violations des droits de la personne dans les communautés rurales de Colombie et d'ailleurs. Cette évaluation doit être éclairée par des audiences parlementaires où sera entendu, entre autres, le témoignage d'experts des communautés où l'on cultive le palmier africain en Colombie et ailleurs.
7. L'aide à l'agriculture accordée par le Canada en Colombie – et ailleurs dans le monde – doit soutenir de façon ciblée, délibérée et bonifiée l'agriculture durable à petite échelle qui favorise la résilience des systèmes agricoles et le dynamisme des communautés rurales. Cela suppose de soutenir les approches éprouvées en vue de renforcer les systèmes agricoles durables fondés sur le savoir des agriculteurs. Tout éventuel accord de libre-échange avec la Colombie doit permettre à l'État de soutenir la production alimentaire locale durable et ne doit pas réduire les mesures visant à protéger les petits agriculteurs.

Notes

- ¹ « Le projet de loi du gouvernement du Canada sur les biocombustibles adopté par la Chambre des communes », Agriculture et agro-alimentaire Canada, 28 mai 2008.
- ² The Ethanol Trap: Why Policies to Promote Ethanol as Fuel Need Rethinking, Commentaire de l'Institut C.D. Howe, no 268, juillet 2008.
- ³ *The Faces of the Oil Palm: The Relevance of the Oil Palm Agro-Industry in Colombia* (Bogotá: Fedepalma, 2007), p. 14.
- ⁴ Andres Castro, Fedepalma, entrevue avec l'auteur, 16 juin 2008, Bogotá.
- ⁵ *The Faces of the Oil Palm*, p. 27.
- ⁶ Andres Castro, Fedepalma, entrevue avec l'auteur.
- ⁷ « La agroindustria de la palma de aceite en Colombia y en el mundo, 2002-2006 », (Bogotá: Fedepalma, 2007).
- ⁸ Carolina López Nates, Acepalma, entrevue avec l'auteur, Bogotá, 16 juin 2008.
- ⁹ Ibid.
- ¹⁰ « La agroindustria de la palma de aceite en Colombia y en el mundo, 2002-2006 ».
- ¹¹ « Importations de la Colombie : l'agroalimentaire au Canada », Agriculture et agroalimentaire Canada, consulté en ligne le 4 septembre 2008.
- ¹² « Palm Oil and its Fractions – Refined But Not Chemically Modified », Industrie Canada, 26 août 2008.
- ¹³ Ibid.
- ¹⁴ « Lineamientos de politica para promover la produccion sostenible de biocombustibles en Colombia », Consejo Nacional de Política Económica y Social (CONPES), 31 mars 2008, p. 6.
- ¹⁵ Oliver Balch et Rory Carroll, « Massacres and Paramilitary Land Seizures Behind the Biofuel Revolution », *The Guardian*, 5 juin 2007.
- ¹⁶ « Lineamientos de politica para promover la produccion sostenible de biocombustibles en Colombia », p. 19.
- ¹⁷ « Estrategia para el desarrollo competitivo del sector palmero colombiano », Consejo Nacional de Política Económica y Social (CONPES), 9 juillet 2007, pp. 12-13.
- ¹⁸ « CIAT Annual Report 2006-2007: Partners in Research Cultivating the Future », Centro Internacional de Agricultura Tropica (CIAT), 2007.
- ¹⁹ *The Faces of the Oil Palm*, p. 15.
- ²⁰ Carlos Alberto López, Palma Sur, entrevue avec l'auteur, Tumaco, Nariño, 10 juin 2008.
- ²¹ Tatiana Roa Avendaño, « Colombia's Palm Oil Biodiesel Push », *Americas Program Report*, Center for International Policy, 2 février 2007.
- ²² Carlos Alberto López, entrevue avec l'auteur.
- ²³ Hernán Córtes, El Proceso de Comunidades Negras (PCN), entrevue avec l'auteur, Tumaco, Nariño, 12 juin 2008.
- ²⁴ Armenio Córtes, *Consejo Comunitario* for Alto Mira and Frontera, entrevue avec l'auteur, Tumaco, Nariño, 11 juin 2008.
- ²⁵ Hernán Córtes, entrevue avec l'auteur.
- ²⁶ Ibid.
- ²⁷ Carlos Alberto López, entrevue avec l'auteur.
- ²⁸ Yaneth Sosa, entrevue avec l'auteur, Imbirí la Loma, Nariño, 12 juin 2008.
- ²⁹ Carlos Alberto López, entrevue avec l'auteur.
- ³⁰ *The Faces of the Oil Palm*, p. 64.
- ³¹ Hernán Córtes, entrevue avec l'auteur.
- ³² Yaneth Sosa, entrevue avec l'auteur.
- ³³ Anonyme, entrevue avec l'auteur, Alto Mira, Nariño, 12 juin 2008.
- ³⁴ « The Flow of Palm Oil Colombia-Belgium/Europe: A Study from a Human Rights Perspective », p. 46.
- ³⁵ *The Faces of the Oil Palm*, p. 44.
- ³⁶ « The Flow of Palm Oil Colombia-Belgium/Europe: A Study from a Human Rights Perspective », p. 46.
- ³⁷ Anonyme, entrevue avec l'auteur, Alto Mira, Nariño, 12 juin 2008.

³⁸ Helidoro Hurtado, *Consejo Comunitario* for Alto Mira and Frontera, entrevue avec l'auteur, Tumaco, Nariño, 11 juin 2008.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Antonio, entrevue avec l'auteur, Imbirí la Loma, Nariño, 12 juin 2008.

⁴² Ibid.

⁴³ Yaneth Sosa, entrevue avec l'auteur.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Oscar Mesa, entrevue avec l'auteur, Guayabal, Nariño, 12 juin 2008.

⁴⁶ Hernán Córtes, entrevue avec l'auteur.

⁴⁷ « Colombia's Palm Oil Biodiesel Push ».

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ John Otis, « Tree Oil Plan Tries to Bear Fruit », *Houston Chronicle*, 6 février 2005.

⁵¹ « Estrategia para el desarrollo competitivo del sector palmero colombiano », p. 30.

⁵² Selon des entrevues menées par l'auteur dans la région de San José de Tapaje, Nariño, 5-7 juin 2008.

⁵³ Anonyme, entrevue avec l'auteur, San José de Tapaje, Nariño, 5 juin 2008.

⁵⁴ Helidoro Hurtado, entrevue avec l'auteur.

Alimenter le sous-développement en Colombie : Pauvreté, droits de la personne et rôle du Canada dans le secteur de l'huile de palme africaine

 *Inter Pares*

*WORKING FOR CHANGE...AMONG EQUALS
OEUVRER POUR LE CHANGEMENT...ENTRE ÉGAUX*